

Impact productif du Programme de bourse pour l'enfance en **Zambie**

Silvio Daidone, Benjamin Davis et Joshua Dewbre, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; Mario González-Flores, American University ; Sudhanshu Handa, Université de Caroline du Nord ; David Seidenfeld, American Institutes for Research ; et Gelson Tembo, Palm Associates

Le programme de bourse pour l'enfance (PBE) est l'un des régimes de protection sociale phare de Zambie. Il cible les districts extrêmement pauvres et non couverts par d'autres programmes gouvernementaux. Lancé en 2010, le PBE couvre aujourd'hui vingt mille ménages hébergeant des enfants de moins de cinq ans. En 2010, lorsque l'enquête de base auprès des ménages a été menée, les ménages bénéficiaires recevaient 55 kwacha (ZMK) par mois (autour de 12 USD), indépendamment de la taille du ménage ; ce montant est ensuite passé à 60 ZMK. Cette bourse représente 28 pour cent du niveau moyen de consommation mensuelle. Les versements étaient alors réguliers et effectués tous les deux mois.

La mission du PBE consiste à réduire l'extrême pauvreté et à interrompre la transmission intergénérationnelle de la pauvreté. Il vise à fournir un revenu supplémentaire aux ménages, à accroître les effectifs des écoles primaires, à réduire le taux de mortalité et de morbidité chez les jeunes enfants, à lutter contre le retard de croissance et la dénutrition chez les jeunes enfants, à faire augmenter le nombre de ménages possédant des actifs agricoles et consommant deux repas par jour.

L'évaluation

L'étude est fondée sur des données récoltées dans le cadre d'une évaluation d'impact de 24 mois (2010-2012) et sur l'utilisation d'un essai randomisé contrôlé expérimental visant à analyser l'impact productif du PBE au niveau des ménages zambiens.

Une évaluation d'impact à l'échelle locale (méthode LEWIE) a été réalisée à partir de données provenant de différentes sources : l'enquête PBE auprès des ménages, l'enquête PBE auprès des entreprises et l'Enquête de mesure des conditions de vie 2010 (EMCV), une enquête représentative sur le plan national menée auprès des ménages par le Bureau central des statistiques de Zambie et nécessaire à l'obtention d'informations sur les ménages non éligibles.

Il existe de bonnes raisons de croire que le PBE peut améliorer le niveau de vie des ménages bénéficiaires. Dans la mesure où le programme cible des zones rurales, la plupart des bénéficiaires dépendent de l'agriculture de subsistance et vivent dans des communautés où les marchés du travail, des biens et des services financiers (tels que le crédit et l'assurance) et des facteurs de productions sont susceptibles d'être insuffisants, voire inexistantes. Dans un tel contexte, des transferts en espèces réguliers ont le potentiel d'aider les ménages à surmonter les contraintes du crédit et à mieux gérer le risque.

Impact

Impact sur la possession d'actifs – Le PBE a eu un impact considérable sur l'accumulation de facteurs de production. Aujourd'hui, une plus grande part de ménages (21 points de pourcentage) possède des animaux et ceux qui en possédaient déjà avant le lancement du programme en ont acquis de nouveaux ; le PBE a notamment

favorisé l'achat de volaille. De plus, un plus grand nombre de bénéficiaires a acquis du matériel agricole grâce au programme, que ce soit de nouveaux outils agricoles ou que ce soit pour compléter un équipement déjà existant au moment de l'étude de base.

Impact sur l'activité agricole – Le PBE a entraîné une hausse des surfaces cultivées mais aussi de l'utilisation d'intrants agricoles (semences, engrais) et de main d'œuvre. Chez les petits exploitants, on a observé une hausse faible mais significative de la production de maïs et de riz et une baisse de la production de manioc, en particulier chez les ménages les plus nombreux. Cette hausse de la production semble concerner les cultures vendues et non pas les cultures consommées par les membres de l'exploitation. En définitive, le PBE a fait augmenter de 12 points de pourcentage la part des ménages vendant leur récolte, par rapport à une base de 23 points de pourcentage.

Impact sur les activités non-agricoles – La probabilité que les ménages bénéficiaires gèrent une entreprise non-agricole est plus élevée ; de plus, ils la maintiennent plus longtemps (1,5 mois de plus en moyenne) et en tirent un bénéfice de 69 ZMK supérieur au chiffre d'affaire des entreprises témoins. Les résultats suggèrent également que le programme permet aux exploitations d'accumuler du capital physique.

Impact sur l'offre de main-d'œuvre – Les transferts du PBE ont poussé les membres des ménages à réduire leur participation au travail agricole salarié, réduisant ainsi l'intensité globale du travail dans ce domaine. Cet impact s'est surtout ressenti chez les femmes, dont la participation a diminué de 17 points de pourcentage et de 12 journées salariées par an. Les femmes comme les hommes ont consacré plus de temps à l'activité économique familiale, qu'elle soit agricole ou non ; pour les hommes, cette donnée s'est traduite par une plus grande participation au travail salarié non agricole. Aucun impact du PBE sur le travail des enfants n'a été relevé.

Impact sur les économies locales – La méthode LEWIE appliquée dans le cas du PBE a montré que les transferts pouvaient potentiellement générer des multiplicateurs de revenus relativement élevés ; chaque kwacha versé aux ménages pauvres pouvait en effet faire grimper le revenu local de 1,79 ZMK. Les ménages bénéficiaires ont directement profité des transferts mais aussi de l'effet d'engrenage de 0,17 ZMK par kwacha redistribué. Dans la mesure où ils possédaient des facteurs de production, les ménages non éligibles ont profité du PBE, en particulier ceux travaillant dans le commerce. Si les contraintes foncières et financières limitent la capacité de réaction sur le plan de l'offre, une plus forte demande de marchandises locales pourrait toutefois entraîner une hausse des prix ; dans un tel scénario, le véritable multiplicateur de revenus ne s'élèverait qu'à 1,34 ZMK.

Conclusions

Le PBE a eu une influence directe sur les stratégies de survie des ménages pauvres et son impact a été proportionnel à la taille des ménages. Ce programme a permis aux familles d'augmenter leur activité productive et leurs actifs, dont le bétail, ce qui constituait l'un des six objectifs du programme. De plus, ce programme permet une répartition plus flexible du travail, en particulier pour les femmes.

Références :

Daidone, S., B. Davis, J. Dewbre, M. González-Flores, S. Handa, D. Seidenfeld et G. Tembo (2013). *Zambia's Child Grant Programme: 24-Month Impact Report on Productive Activities and Labour Allocation*. PtoP project report. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Handa, S., D. Seidenfeld, G. Tembo et B. Davis (2013). *Zambia's Child Grant Program: 24-month impact*. Washington, DC, American Institutes for Research.

Thome, K., J.E. Taylor, B. Davis, S. Handa, D. Seidenfeld et G. Tembo (2014). *Local Economy-wide Impact Evaluation (LEWIE) of Zambia's Child Grant Programme, PtoP project report*. Rome, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, UNICEF et Banque mondiale.

Pour de plus amples informations, contactez l'équipe du PtoP par email <ptop-team@fao.org> ou visitez le site internet <www.fao.org/economic/ptop>.

Traduit par Amélie Courau.